Ferrand le porte-flingue…

écrit par Gilles La Carbona | 12 février 2025

Nous en parlions début février, voilà que l'information est confirmée. Macron propose Richard Ferrand pour remplacer Fabius à la tête du Conseil Constitutionnel. Le journal Le Monde s'est récemment ému de cette

éventualité, allant même jusqu'à souligner le caractère scabreux de cette proposition, jugeant que le côté impartial de la fonction serait compromis, doux euphémisme quand on lit le CV de l'impétrant. Il l'était déjà avec Fabius, c'est la continuité du macronisme que de verrouiller les principaux rouages de l'Etat pour s'assurer la docilité et la complicité des plus hautes instances, donnant à l'inconstitutionnalité des actes une légalité, donc une légitimité incontestable. Le cynisme de l'opération ne heurte que les spécialistes du droit, ou plus humblement les défenseurs de l'équité.

Mais que vont faire nos chers députés face à cette provocation du prince qu'ils protègent avec une servilité qui en dit long sur les rapports qu'ils entretiennent avec le pouvoir et l'esprit de justice ?

Là où le journal ose réclamer une expertise juridique en la matière, Macron répond par le simple mérite de la malléabilité du prétendant, sa faculté à rester fidèle au prince, sa collusion affichée et assumée avec les idées et travers de son protecteur. Qu'importe que Ferrand ne soit pas un exemple de vertu et de probité, Fabius l'était-il plus ? **Pourtant cette fois les choses pourraient se dérouler autrement, car les députés devraient refuser cette proposition. Mais avec eux rien n'est moins certain,** il suffira de quelques promesses, avantages glissés sous le manteau, pour que les socialistes et les LR se couchent et trouvent une moralité d'airain à l'homme, dont on sait depuis le livre des deux journalistes du *monde*, qu'il s'est laissé tendrement corrompre par Macron lui-même pour mentir en commission parlementaire. **Quant au RN, va-t-il nous ressortir son besoin impérieux de stabilité avant la prochaine période possible de dissolution** ? On en rirait presque, mais il y a longtemps que nous n'en avons plus l'envie, ni le cœur. Dans un pays normal, d'abord le

pouvoir ne désignerait pas les membres du Conseil constitutionnel, mais surtout la classe politique s'insurgerait et refuserait en bloc cette nomination. Elle avancerait à juste raison toutes les casseroles qu'il transporte, son lien trop étroit avec le chef de l'État, et voudrait qu'un spécialiste soit à la tête de l'institution, pour que les décisions soient justifiées par le droit et non par la volonté de plaire au prince. L'expérience juridique de Ferrand est bien mince…

Mais rien n'est moins certain, et au RPF, vu le précédent que nous avons vécu avec le budget, on peut même penser que LR et socialistes vont s'empresser de valider le copain du copain, faisant de cette institution un vulgaire fourre-tout, une usine à recycler les délinquants en col blanc, pour le malheur de notre république, c'est à dire les plus indélicats des hommes politiques, les moins intègres. Le mépris affiché pour l'état de droit risque d'être consacré par cette classe politique qui ne cesse de se coucher pour des miettes parsemées ici et là. Lente agonie d'une république devenue bananière qui fait illusion dans nos chaînes de télévision, mais qui est vue comme la pire de tous les temps depuis l'étranger. Elle vient d'ailleurs de dégringoler de cinq places au palmarès des corrompus, pour être autour de la 25ième. Nous ne sommes pas optimistes au RPF sur le rejet de cette candidature, et pour cause, la confiance que nous avons envers nos représentants est, depuis la succession des 49.3 de Bayrou proche de zéro, comme pour d'ailleurs 74 % des Français. **Il sera toujours temps de se lamenter après, une fois que Richard Ferrand, du haut de sa tour d'ivoire interdira à Retailleau de vouloir un référendum sur l'immigration, ou demandera à changer la constitution pour que son ami Macron puisse durer 5 ans de plus, ou qu'il conserve le pouvoir à vie, afin d'imposer, seul contre tous, la merveilleuse transition**

écologique et la clochardisation de la France. Il ne faut pas se leurrer, c'est sans doute la mission qui aura été confiée à l'homme de main de toujours : « Bricole moi un truc pour que je puisse être réélu ».

Il va lui permettre de faire de notre pays l'unique et dernier représentant d'un wokisme érigé en principe intangible et peut être inscrit sur le fronton de nos mairies en lieu et place du terme liberté ! On se demande si nos politiciens sont au courant de ce qui se passe hors de nos frontières et voient que la France est en train de devenir le Cuba de l'Occident.

https://t.me/R_P_France
Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire